

## **LE POPULAIRE ET LA SALETÉ : DE L'HYGIÉNISME AU NETTOYAGE AU KARCHER**

Raymonde Séchet  
UMR 6590 CNRS ESO, Université Rennes 2

Ce texte a été suggéré par l'actualité de l'été 2005, et tout d'abord les propos du ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy, en juin à la cité des 4000 de La Courneuve, sur la nécessité de procéder à un « nettoyage au Karcher », c'est-à-dire de se donner les moyens de faire disparaître les trafiquants de drogue du quartier. Si, dans un sens familier et d'après *Le Petit Larousse*, le nettoyage « par le vide » est l'élimination énergique de ce qui encombre, nettoyer, c'est aussi, plus largement, rendre net en débarrassant des éléments indésirables qui salissent. Les incendies d'immeubles vétustes pendant l'été à Paris et le désarroi des habitants de la Nouvelle Orléans pris au piège de leur ville dévastée après le passage du cyclone Katrina le 29 août 2005 n'ont fait que renforcer notre conviction quant à la nécessité d'un réel travail de recherche sur la dimension spatiale des interactions entre le sale et le populaire, le texte actuel n'ayant pas d'autres prétentions que d'ouvrir des pistes de réflexion. L'objectif est plus particulièrement de proposer une grille d'analyse sur les liens entre l'habiter populaire et le sale dans ses différentes acceptions. La saleté et le nettoyage ne sont en effet pas seulement métaphoriques comme ils l'ont été pour Nicolas Sarkozy.

L'argumentation est construite autour de trois mots : la saleté, qui est l'état inverse de la propreté ; la salissure, qui suppose un processus de dégradation par rapport à un état antérieur de propreté ; la souillure, qui est davantage une salissure morale. Le sale et le populaire sont deux notions relatives. Ce qui est perçu comme sale est un indicateur des normes de la société. Les représentations du populaire et du sale varient en effet selon les sociétés et les époques ; la perception du populaire dépend de celui qui la définit alors que celle du sale varie aussi selon les lieux : une chose peut ne devenir sale qu'à partir du moment où elle n'est pas à sa place (Ozaki, 2003.206 ; Cresswell, 1992.332). La saleté, la salissure, la souillure renvoient donc à des réalités faites de matérialité, d'immatérialité et d'idéalité.

Le texte comporte trois parties correspondant à trois mots clés – saleté, salissure, souillure. Partant du principe que chaque société a développé ses stéréotypes qui inspirent le dégoût et qu'elle a des couleurs pour signifier le positif et le négatif, la vie et la mort, le supérieur et l'inférieur, le sain et le dangereux (Sibley, 1995.18), une couleur a été associée à chacun de ces trois mots. La première partie est celle de la saleté, mais aussi du gris et de la promotion de la propreté. La deuxième partie portera sur la salissure introduite par des activités plus ou moins visibles mais toujours riches en couleur et qui, donc, « font tache » puisqu'elles supposent une transgression dans des sociétés

policées, et donc uniformes<sup>1</sup>. Nous terminerons par une déclinaison du mot « souillure » en l’associant au noir et à des postures corporelles, voire tout simplement des présences humaines, qui sont perçues comme honteuses. L’ensemble repose sur l’utilisation d’articles de presse (ou des travaux qui ont utilisé la presse) en tant que révélateurs des idéologies et débats du moment.

## Contre la saleté, l’hygiénisme et la propreté

*« Il plane sur ces quartiers un demi-brouillard perpétuel ; on croirait une étude en gris, sans la moindre touche de verdure, où le ciel lui-même n’est jamais bleu. La grisaille citadine est, dans ces quartiers, plus sombre de deux ou trois tons que la grisaille des « beaux quartiers » du nord et du nord-ouest » (Hoggart, 1970.98).*

Le gris et le délavé collent à l’image des quartiers ouvriers du nord-est de l’Angleterre du milieu du vingtième siècle. Quels qu’aient été les efforts des ménagères, la saleté du corps, du logement, de l’environnement, a longtemps été l’un des attributs populaires. La question de la propreté et de l’hygiène comme condition de la vie au quotidien et de la survie du peuple a été posée au dix-neuvième siècle, lors de la grande vague d’urbanisation qui a accompagné la révolution industrielle. Les incendies d’immeubles insalubres qui ont fait une cinquantaine de morts à Paris pendant l’été 2005 ont donné tort à ceux qui s’étaient laissés aller à penser que la propreté n’était plus, en France, qu’une question de volonté personnelle. Alors que le ministre de l’Intérieur Nicolas Sarkozy répondait par l’évacuation d’immeubles dégradés vite qualifiés de squats, suggérant ainsi l’illégalité des occupants, les journaux, dans une confusion entre immeubles insalubres et bidonvilles, restituaient des interviews qui focalisaient sur la question de l’hygiène et de la santé (figure 1).

De même, face à La Nouvelle-Orléans dévastée par le passage de Katrina, les médias, qui ont largement montré que ce sont d’abord les pauvres et les noirs (ou plutôt les noirs pauvres) qui n’ont pas pu quitter la ville, ont largement évoqué les odeurs et problèmes d’hygiène auxquels étaient confrontés ces prisonniers d’une ville inondée par la rupture des digues qui la protégeaient. Éric Laser, dans un article du journal *Le Monde* du 3 septembre 2005, rapporte les propos d’un certain Rudolph, âgé de 57 ans : *« On vit comme des animaux depuis quatre jours, sans électricité, sans eau, sans toilettes, sans douche, sans rien. [...] Ma fille et ses deux petites filles vivent comme des clochardes, c’est insupportable ».*

Ces descriptions des conditions de survie, qu’elles relèvent du quotidien comme à Paris ou de l’exceptionnel comme à La Nouvelle-Orléans, rappellent celles faites au 19<sup>ème</sup> siècle par les médecins du peuple ou des écrivains comme Victor Hugo, Émile Zola, Dickens. La description qu’Engels fait

---

<sup>1</sup> Nous ne précisons pas pour laisser libre cours à l’imagination du lecteur, l’uniforme pouvant relever de la douceur des pastels auquel feraient injure les taches comme du bleu marine des forces de l’ordre.

des conditions de logement des ouvriers de Manchester vers 1840 rappelle celles citées ci-dessus : « *Des monceaux de décombres, de détritrus et d'immondices partout ; des flaques stagnantes au lieu de caniveau, et une odeur qui à elle seule interdirait à tout homme quelque peu civilisé d'habiter dans un tel quartier. [...] Comment voulez-vous que les gens soient propres ! Il n'y a même pas de commodités pour les besoins les plus naturels et les plus quotidiens. [...] Comment vous-vous que les gens se lavent, alors qu'ils n'ont à proximité que les eaux sales de l'Irk ?* » (Engels, 1975.91-92.). Aujourd'hui, plus de 150 ans après Engels, la question de l'insalubrité ne peut plus être associée à l'habitat populaire en tant qu'habitat du peuple, sauf à redéfinir le peuple dans une acception beaucoup plus étroite qu'avant l'extension de l'urbanisme fonctionnel qui a permis aux populations modestes d'accéder au confort en matière d'hygiène. Il n'en demeure pas moins que, dans beaucoup de quartiers d'habitat social, la dégradation est visible : bâti détérioré, murs aux peintures délavées, boîtes aux lettres cassées, ascenseurs en panne, etc. Ces quartiers *destroy* (Duarte, 2000) sont les territoires d'intervention des professionnels de la politique de la ville.

L'évolution progressive des conceptions de la santé, d'une approche biomédicale pour laquelle la santé est l'absence de maladie à une approche holistique pour laquelle la santé suppose le bien-être puis une perspective sociomédicale qui conçoit la santé comme la bonne adaptation de la personne à son environnement social, a des répercussions sur la manière dont peut être pensée la relation entre logement et santé. Non seulement le logement ne doit pas être néfaste pour le corps mais il doit aussi permettre le plein l'épanouissement de l'esprit et la transmission des valeurs et normes de la société.

Que cela ait été par peur des épidémies, par philanthropie, ou par cynisme réformiste avec la conviction que la nouvelle économie capitaliste serait plus efficace avec une main-d'œuvre constituée d'hommes en bonne santé, et donc plus stables au travail, c'est la persistance de la misère des ouvriers vivant dans l'environnement insalubre des quartiers les plus dégradés et les plus sales de la ville qui est à l'origine de la planification urbaine, de la gestion de l'environnement (entretien des rues, ramassages des ordures, réseaux d'égouts), de la production de logements sociaux et de la destruction des logements les plus malsains, c'est-à-dire à l'origine de la naissance de l'urbanisme moderne dans la seconde moitié du 19<sup>ème</sup> siècle (Knox, 1987.29). La conception de logements et d'espaces urbains répondant aux besoins d'hygiène n'a jamais été séparée du souci de maîtriser les corps. La réduction de la saleté et l'intégration des normes de propreté ont été d'incontestables moyens d'inculquer des habitudes performatives. La maîtrise des corps participe à la transformation des sociétés : en Finlande comme en Suède, l'invention d'un nouveau mode d'habiter à partir des années 1930 est liée à l'idée de création d'un nouveau peuple et d'une société plus égalitaire (Saarikangas, 2003). Si l'utopie spatiale a été explicite dans le cas du Familistère construit par Godin à Guise, elle a été plus discrète mais non moins réelle dans l'urbanisme haussmannien. La conviction que l'action sur la forme de la ville et du logement pouvait permettre de maîtriser le peuple, de le domestiquer, tout en améliorant ses conditions de logement, était bel et bien présente. L'évolution de la conception des logements populaires, à poser comme espaces domestiques qui organisent la vie des hommes et des sociétés parce qu'ils véhiculent

des normes, induisent des comportements, partent des identités, et donc participent à la reproduction sociale (Collignon et Staszak, 2003.4), a été fortement structurée par les exigences croissantes en matière d'hygiène. Les exemples de l'essor de l'architecture fonctionnaliste en Finlande et aux Pays-Bas sont particulièrement pertinents.

Kirsi Saarikangas (2003) rappelle qu'en Finlande les questions d'hygiène et certaines idées sur l'influence de l'environnement sont aux sources de l'architecture fonctionnaliste. Les progrès de la bactériologie à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle ont permis de prendre conscience des risques pour la santé de certaines pratiques. Les campagnes contre la tuberculose ont insisté sur la nécessité de faire disparaître les foyers d'infection et sur l'intérêt de bénéficier d'un environnement propre et ensoleillé. La redéfinition du propre et du sale, de la pureté et de l'impureté « *embrasse l'espace public et l'espace privé, interpelle non seulement l'environnement quotidien mais aussi des habitudes personnelles comme le fait de se laver les mains ou de lire des livres empruntés en bibliothèques* » (Saarikangas, 2003.94). Les appartements modernes sont considérés comme des instruments d'éducation sanitaire, sociale et esthétique. Notons qu'en France, à la même époque, l'éradication des « nids à microbes » (Lévy-Vroélant, 1999) a été un argument fort pour détruire des îlots insalubres et, en même temps, déplacer les populations qui y vivaient<sup>2</sup>.

L'évolution de l'organisation interne des logements s'est traduite par une différenciation accrue entre les espaces dévolus à l'alimentation, au repos, à la vie de famille. La salle de bains, les WC, et surtout la cuisine sont les espaces-enjeux de la nouvelle conception de la propreté : « *La purification de la maison et le maintien de la propreté de la cuisine sont les tâches attribuées à la femme d'intérieur moderne* » (Saarikangas, 2004.97). La séparation des rôles dévolus aux parents a fait des femmes des agents actifs dans la campagne contre la saleté. Irène Cieerad s'est, quant à elle, intéressée aux salles d'eau : « *Dans les années 1960, lorsque l'on considéra qu'un unique bain chaud hebdomadaire ne pouvait suffire et témoignait d'un manque d'hygiène, et lorsque l'on associa le recours aux bains publics à la pauvreté, beaucoup de ménages ouvriers improvisèrent une douche dans la cuisine ou à proximité* » (Cieerad, 2003.187). La dissociation entre la douche et la cuisine s'est faite au profit d'un élargissement de l'espace dévolu à l'intimité : la combinaison salle de bains et chambre à coucher, qui avait d'abord été réservée aux maisons bourgeoises, a été une des caractéristiques formelles de la modernisation des logements modernes.

Avec le passage à l'habitat urbain en immeubles collectifs, qui s'est accompagné de mobilités des campagnes vers les villes, l'usage de la salle de bains et plus particulièrement de la baignoire a été un indicateur de l'intégration des normes sociales. La proximité spatiale ne faisant pas la proximité sociale dans les grands ensembles des années 1960 (Chamborédon & Lemaire, 1970), le mésusage de la baignoire a généré des rumeurs particulièrement péjoratives. Ils se disaient que certains, fraîchement venus des campagnes, et notamment de celles des rives sud de la Méditerranée, y élevaient des

animaux. Dans nos sociétés de pays riches où la propreté est devenue la norme, la traque aux odeurs humaines rend insupportable le manque d'hygiène des taudis et des sans abri, y compris après un drame comme celui de La Nouvelle Orléans. La saleté et les odeurs sur soi n'ont sans doute jamais été aussi stigmatisantes qu'aujourd'hui. Elles sont une des formes d'expression, un signe sensoriel de la non intégration. Or l'évolution matérielle du tissu urbain impose des freins à la propreté et l'hygiène. C'est ainsi que la disparition des toilettes publiques accessibles sans conditions dans la plupart des villes fait du besoin d'uriner un véritable parcours du combattant pour les sans-abri<sup>3</sup>.

## Quand ça fait tache...

La salissure est ici définie comme la présence de saleté sur quelque chose qui a été propre ; la salissure inverse le respect des règles de propreté et va « faire tache ». La salissure est un ensemble de couleurs inappropriées, une bigarrure, le non respect des codes de couleurs mais aussi des usages. Elle peut donc aussi être analysée comme une transgression et renvoie alors à ce qui n'est pas à sa place et perturbe l'ordre urbain et social. Le titre de l'ouvrage de Tim Cresswell, *In Place/out of Place. Geography : Ideology and Transgression* (1996), rend bien compte de cette problématique de la salissure qui va, dans cette deuxième partie, être développée à partir de deux entrées : le jardinage et les graffitis et tags.

### Le travail de la terre et le jardinage

Communément associé à l'agriculture et la campagne, le travail de la terre, quant il est exercé à titre professionnel, est plus ou moins explicitement perçu comme l'un des métiers qui sont qualifiés de salissants. Le ramassage et le traitement des déchets appartiennent aussi à cette catégorie de métiers caractérisés par la salissure physique, la dureté des conditions de travail, les faibles niveaux de rémunération, la dévalorisation symbolique. Ces métiers sont des métiers du peuple. La portée heuristique de la thématique des liens entre saleté et jardinage se situe largement dans son apport pour la mise en évidence des limites de l'opposition binaire entre le propre et le sale, mais aussi d'autres catégories comme le dedans et le dehors, le public et le privé. Le caractère salissant du travail de la terre disparaît symboliquement en ville dès lors que ce travail est exécuté par loisir ou pour l'embellissement du milieu et l'agrément. Cette thématique permet aussi de parler de l'empiètement du privé sur le public, et donc de ce qui n'est pas à sa place, sans pour autant être toujours considéré comme sale.

---

<sup>2</sup> L'une des priorités actuelles en matière de santé en France est la prévention du saturnisme dont la prévalence est très liée à l'habitat ancien dégradé.

<sup>3</sup> Didier Arnaud, Uriner, le parcours du combattant du SDF, *Libération*, 3 décembre 2001.

Dans les espaces pavillonnaires des sociétés occidentales, l'aménagement des jardins à l'avant des maisons est une forme d'ouverture de l'espace privé et domestique vers le domaine public. C'est pourquoi ce jardin de devant doit être fleuri, coloré<sup>4</sup>, propre, c'est-à-dire soigné ; quant au potager populaire, il ne se montre pas et est à l'arrière, comme tout ce qui est sale. Dans les habitats ouvriers néerlandais des années 1920, mais aussi ailleurs et à d'autres époques, l'opposition entre le sale et le propre est une opposition entre l'avant et l'arrière : « *Toutes les activités qui se passaient à l'arrière de la maison, depuis le passage aux toilettes jusqu'à la vaisselle, étaient impures et en rapport avec la saleté, l'humidité, les mauvaises odeurs et les déchets* » (Cieraad, 2003.187). Cela vaut aussi pour le potager, relégué à l'arrière malgré sa fonction nourricière qui est noble : « *The informal injunction, to grow vegetables out of sight of public view, or to cut one's lawn to please one's neighbours, for example, perhaps reflects anxieties concerning defilement and impurity that, in turn, underwrite the public/private distinction* » (Blomley, 2005.286).

Nicholas Blomley (2005) s'est intéressé au jardinage, et plus particulièrement aux formes d'empiètement sur la rue des jardins dans la ville de Vancouver où les pratiques de jardinage sur les espaces publics sont tolérées, voire encouragées. Face à la photo d'une scène bien particulière où une baignoire, qui a été garnie de plantes exubérantes, est installée au milieu d'un massif de plantes vivaces et annuelles, la majorité des interviewés voient une action d'habitants donnant de leur temps et de leur argent au bénéfice de tous. Par contre, pour certains, cette baignoire est clairement 'out of place'.

Ces mécontents auraient-ils eu les mêmes réponses si les fleurs avaient été plantées dans une poterie plus classique qu'une vieille baignoire sortie d'une salle de bains ou de la pièce de derrière ? Dans les cours de fermes et les champs pour que les animaux viennent s'abreuver, passe encore... Quoi qu'il en soit, les jardiniers empiéteurs de Vancouver connaissent les limites juridiques de leur empiètement et de leur appropriation de l'espace public. Les traces matérielles de leur travail peuvent disparaître si des travaux de voiries s'imposent.

### **Les graffitis et les tags.**

La relation entre norme et rhétorique du propre et du sale est plus directe dans le cas des graffitis et des tags, les dégradations peuvent être plus importantes et les atteintes à la propriété plus difficiles à faire disparaître. Le terme générique de graffiti a perdu beaucoup de terrain devant ceux de tag et graf. Il n'est pas utile ici de présenter la diversité des formes (signature, lettrage, fresque...) mais simplement de rappeler les évolutions en matière de marquage intervenues à partir de la fin des années

---

<sup>4</sup> Toutefois l'évolution des modes peut déqualifier un aménagement longuement « bichonné ». Aujourd'hui, la mode est aux harmonies douces en grandes taches fleuries. Le mélange des couleurs vives qualifiées de « criardes » (le rouge des sauges et le jaune des œillets d'Inde) est démodé ... et populaire. De plus, sous l'influence des préoccupations environnementales, la mauvaise herbe retrouve droit de cité. Le développement durable admet ce qui était perçu comme négligence et manque d'entretien il y a encore peu de temps.

1960. L'apparition des graffitis sous la forme de tags est attribuée à un coursier new-yorkais prénommé Demetrius dont le diminutif « Taki » suivi du numéro de sa rue se multiplia un peu partout dans la ville<sup>5</sup>. Taki fut imité par d'autres jeunes vivant eux aussi dans les quartiers pauvres du nord de Manhattan. La signature du métro pendant ses arrêts à quai, puis des dépôts où les trains étaient immobiles, devint un jeu fortement compétitif tant les émules de Taki furent nombreux, et il en fut de même progressivement dans tous les États-Unis puis en Europe. Il faut dire que l'arrivée des bombes aérosols à partir de 1972 a permis des réalisations plus rapides et plus discrètes qu'avec le gros pinceau trempé.

Face aux graffitis, les réactions relèvent de trois registres : le graffiti est perçu soit comme un acte déplacé et une pollution, soit comme un message assertif et un élément de construction identitaire, soit encore comme une œuvre d'art. Si, pour Alain Milon, les graffitis sont une manifestation de l'esprit de la ville, ils sont plus souvent perçus comme une manifestation illégale d'un esprit rebelle et une lèpre s'attaquant aux murs de la ville. Le graffiti peut aussi être vécu comme « *un langage pictural enrichi par trente années de pratiques, un espace de liberté dont l'énergie, les évolutions techniques et esthétiques l'inscrivent au premier plan de la culture populaire* »<sup>6</sup>. Quoi qu'il en soit, le graffiti est un acte transgressif qui ne laisse pas indifférent. Au contraire, pour Tim Cresswell, il a été un révélateur des idéologies spatiales (et donc sociales) : « *It is when different spatial ideologies come into conflict that they are taken out of the role of 'commonsense' and stated as 'the right way' – the orthodoxy. [...] It is at this point, when different cultural values clash, that normative geographies get defined, maintained, and reproduced by those with the power to do so* » (Cresswell, 1992.330). Il ne faudrait pas non plus négliger les enjeux économiques indirects de l'acte de graffer. L'argument économique explique sans doute que la labilité de l'inscription soit, en France, à l'heure actuelle, le seul critère juridique qui permette de définir le caractère contraventionnel ou correctionnel du délit : si l'inscription est labile, le tagger risque une contravention de petite classe, si elle ne l'est pas et entraîne une dégradation du support, la peine est correctionnelle (Milon, 1998.44, note 2).

Là où les géographes R. Cybriwsky et D. Ley (1974) lisaient les graffitis comme des marqueurs territoriaux et des manifestations de l'appropriation de leur espace par des gangs de jeunes de la ville, les journaux et les habitants voyaient des signes de désordre urbain et de faiblesse du pouvoir sur la ville. Ce discours du désordre et de la dérégulation était dominant dans la presse new-yorkaise des années 1970 analysée par Tim Cresswell. Les graffitis étaient présentés comme des immondices, une pollution, une obscénité, une épidémie, une maladie, une plaie, une forme de violence, un danger, un produit du mal, du ghetto, des barbares, et donc une salissure physique et morale : « *Just as dirt is supposed to represent more than just a spoiling of the surface, but is a problem that lies much deeper (in terms of hygiene for instance), graffiti as dirt is seen as a permanent despoiling of whole sets of meanings – neighborliness, order, property, etc.* » (Cresswell, 1992.332-333). Parler d'hygiène permet

---

<sup>5</sup> D'après Harry Bellet, Des galeries du métro à celles de Soho, *Le Monde*, 1<sup>er</sup> juin 2003.

de relier le registre de la saleté à celui de la maladie : la saleté découle du manque d'hygiène et favorise les maladies. De fait, les métaphores de l'épidémie contaminant un corps, en l'occurrence celui de la ville, étaient fréquentes dans les matériaux mobilisés par Tim Cresswell : *“Disease has been connected to dirt ; it has been seen as a pollution of the body. Diseases also referred to as disorders; the results of intrusions by alien objects which do not belong in a particular place – the body. The implication of course is that the body of the city is ill”* (Cresswell, 1992.334).

Les graffitis ont pu aussi être perçus comme des œuvres d'art. Ce qui n'est pas en rupture avec les analyses en termes de maladie ou de saleté puisque c'est laisser penser que leur place est, comme pour toute œuvre d'art, dans les musées et non dans la rue. Certes des espaces ouverts peuvent être concédés. C'est ainsi qu'à partir de 1999, la Ville de Rennes a mis des surfaces à la disposition des graffeurs. Mais il s'est largement agi, à Rennes comme ailleurs, d'une marge de liberté concédée dans les marges ou les interstices : les espaces mis à disposition sont des barricades de chantiers provisoires, des entrepôts plus ou moins abandonnés, etc., ce qui ne contribue pas à enlever quoi que ce soit aux représentations dominantes qui inscrivent le graffiti dans le registre de la salissure et la marge.

## Le noir qui souille

Salissure et souillure ont en commun d'être observées et perçues à partir des traces que laissent des activités humaines considérées comme polluantes. La souillure ajoute la dimension morale. Ces traces – excréments, sperme, sang<sup>7</sup>, qu'il soit visible ou suggéré par la présence de seringues usagées –, sont des marqueurs sociaux. La souillure est une forme de salissure liée au corps lui-même ou à ses « parties honteuses ». Avec la souillure, c'est le corps qui est *'out of place'*. Bien que le rouge ne soit pas absent, le noir est la couleur qui peut le plus aisément être associée à la souillure. Alors que la saleté de la gueule noire du mineur de charbon a inspiré le respect, la sale gueule est souvent noire ... et peut susciter la crainte, voire des peurs collectives. Dès lors qu'une trace, une activité ou une présence est perçue comme une souillure, elle ne peut être ignorée de ceux dont la mission est de maintenir l'ordre dans la ville, et donc de gérer, soit par l'occultation, soit par l'éradication de cette souillure.

### Des corps qui dérangent

Il est fréquent que les corps, par leurs postures, ou leurs caractéristiques et leur simple présence, soient perçus comme des symptômes des dérèglements et pathologies de la ville, et comme une

---

<sup>6</sup> Stéphane Davet, Le graff, art en flagrant délit, *Le Monde*, 1<sup>er</sup> juin 2003

<sup>7</sup> Il ne faut pas oublier que dans beaucoup de sociétés, les femmes ayant leurs règles étaient, et sont encore, mises à l'écart.



souillure pour le tissu urbain. De nombreuses thématiques pouvaient ici servir de support à l'argumentation :

- les postures d'abord : parce que dans la ville, il faut savoir faire bonne figure et être maître de son corps, il est des postures corporelles, des tenues vestimentaires trop déshabillées ou trop couvrantes, des formes d'occupation de l'espace public qui dérangent ;
- la mendicité et la présence des SDF et des marginaux ;
- les détritiques, et plus particulièrement ceux qui sont liés à la consommation de substances licites, comme les canettes et les bouteilles vides, ou illicites. A la fin des années 1990 à Tours, les seringues abandonnées sur un chantier situé à quelques encablures du Palais des Congrès, lieu emblématique de la modernité tourangelle, étaient bien évidemment '*out of place*' : les riverains du chantier insistaient sur le fait que cette présence n'était pas tolérable à cet endroit situé à si peu de distance du centre (Lussault, 1998.177).

Nous avons fait le choix de rendre compte de travaux relatifs aux pratiques sexuelles (prostitution, pornographie, diffusion du virus du VIH). Les travailleuses du sexe transgressent l'un des rôles clés alloués aux femmes, celui de reproductrices dans des ménages hétérosexuels. La présence des prostituées dans l'espace public est fréquemment présentée comme une déviance et une salissure, et les activités économiques liées au sexe et à la pornographie comme des détritiques culturels. En conséquence, les travailleurs du sexe sont et ont fréquemment été repoussés hors des espaces où vivent les populations respectables. En effet, les prostituées inspirent à la fois dégoût et désir (Hubbard, 2004.677). L'objectif des politiques locales en ce domaine, et dont des interventions des forces de l'ordre, n'est donc pas de supprimer la prostitution. L'enjeu est plutôt celui de la visibilité et de la localisation, donc encore celui du '*out of place*' : « *The placement of prostitution in an apparently marginal landscape of danger and display has cemented the association between heterosexual immorality, violence, disease and poverty. This marginalization of prostitutes, not only in moral discourses, but also geographically in 'streets of shame' thus creates a moral geography that imply that some behaviours are acceptable only in certain places* » (Hubbard & Sanders, 2003. 79).

La tentation d'inscrire le travail du sexe dans des limites bien précises a été d'autant plus forte que les localisations de la prostitution ont évolué en même temps que les villes. Les « quartiers chauds » (en anglais, *red-light districts*) ont été peu à peu déconnectés des quartiers industriels et portuaires au profit d'espaces plus centraux. En conséquence, dans des grandes métropoles comme New York, Londres, Paris, aussi bien que dans villes plus petites, des mesures ont été adoptées pour contenir la prostitution et le commerce du sexe. A New York, à la demande du maire Giuliani, une résolution a été adoptée visant à limiter l'implantation de tout commerce lié à la pornographie à au moins 500 pieds d'une église, d'une école, d'un quartier résidentiel et d'un autre commerce de même nature pour éviter les effets de grappes et de visibilité (Papayanis, 2000). En France, la loi pour la sécurité intérieure adoptée en 2003 a supprimé la distinction entre racolage actif et racolage passif et a prévu la possibilité d'expulser les prostituées étrangères ayant des titres de court séjour, et plus encore

celles qui n'ont aucun titre de séjour. L'arrêté adopté par le maire de Troyes en juillet 2002 pour interdire le racolage sur les boulevards péricentraux avait pour objectif de mettre fin à ce qui résulte du « *développement à Troyes de l'activité de réseaux étrangers* » et à la « *pollution des abords par l'abandon d'objets divers, tels que mouchoirs en papier et préservatifs usagers* »<sup>8</sup>.

Dans ce contexte, les associations qui travaillent aux côtés des prostituées n'ont pas attendu les propos de Nicolas Sarkozy à La Courneuve pour parler de nettoyage. Pour Act Up-Paris, « *la loi [de sécurité intérieure] a donné un blanc-seing à leurs abus et les a entérinés. Depuis 2 ans, les associations de terrain n'ont cessé de dénoncer les pratiques quotidiennes des forces de « l'ordre » transformées pour l'occasion en patrouilles de nettoyage de la prostitution de rue* »<sup>9</sup>. A Londres, le nettoyage de West End doit permettre de créer « *a happy family atmosphere* » (Hubbard, 2004.673). Dans tous les cas, nous sommes face à des stratégies de déploiement de la tolérance zéro qui identifient la prostitution comme néfaste pour la qualité de vie, criminalisent la prostitution de rue, et renforcent la peur de la différence. Le durcissement des perceptions à l'égard de la prostitution de rue dans un contexte de diffusion de la contamination par le VIH et de présence plus visible de prostituées d'Europe de l'Est et d'Afrique tropicale n'a toutefois pas atteint en France le même niveau qu'aux États-Unis.

Dans ce pays, le noir en tant que couleur de la souillure a été très largement présent dans la construction d'une géographie populaire du SIDA. Dans les années 1980, les journaux ont contribué à la construction d'une géographie du danger qui lie race et sexualité et repose sur une lecture binaire des espaces opposant espaces sains et espaces du risque de contamination, États-Unis et Afrique, campagnes et villes (Raimondo, 2003.390). Pour Meredith Raimondo, les médias ont participé à la diffusion d'une représentation du SIDA que l'auteure qualifie de raciste et coloniale. A la lecture des journaux, il lui apparaît que cette représentation ajoute aux dimensions de race et de sexualité hors norme (l'homosexualité ou l'hyperactivité sexuelle), celle du genre pour faire du ventre de la femme africaine une matrice monstrueuse : « *Images commonly used to describe the African origin of HIV and to imagine a continent on the verge of total destruction, such as 'cradle of AIDS', suggested that a dangerously reproductive Africa was the original home of HIV. [...] 'Africa' could invoke gendered danger at a range of scales – including at the level of the body – representing both a geographic landmass and a site of monstrous reproduction* » (Raimondo, 2003.393). Dès lors que les victimes du SIDA ont surtout appartenu aux milieux hétérosexuels pauvres, afro-américains et hispaniques, et donc aux *inner cities*, c'est comme si l'Afrique avait été présente sur le territoire des États-Unis, et comme si le confinement était la meilleure des protections pour les populations des petites villes et des campagnes.

Le cas de la lecture raciale de la diffusion du SIDA aux États-Unis invite à rappeler combien le noir est fréquemment à la source de dérives racistes, lorsque l'habiter populaire est celui d'un supposé

---

<sup>8</sup> Chantal de la Bretesche, Troyes fois plus ferme, *L'Observateur de Troyes*, vendredi 19 juillet 2002.

peuple. Même si cela est en dehors du champ des pratiques sexuelles, il peut être utile de rappeler que des prises de position explicitement racistes sont souvent sous-tendues par des représentations associant souillure et noirceur. C'est ainsi que le mouvement ADSAV lutte contre le noircissement de la Bretagne et se livre régulièrement à des campagnes d'affichage contre la marée noire. Les affiches apposées sur les principaux axes routiers de la région montrent en bas une tache noire suggérant le pétrole sur les côtes bretonnes et, à gauche, une mosquée. Il faut dire que, d'après ce mouvement, « *déjà dans les grandes villes bretonnes, certains quartiers sont littéralement colonisés* »<sup>10</sup>.

### **Interprétations du grand nettoyage**

Par ses propos, Nicolas Sarkozy a-t-il seulement outrepassé les limites du politiquement correct ou a-t-il franchi une étape supplémentaire dans les justifications de la normalisation des usages des espaces ? De fait, il y a continuum entre la simple occultation de ce qui dérange et l'éradication qui va de paire avec le nettoyage au Karcher.

Engels a clairement montré qu'à Manchester, les grandes artères n'avaient pas seulement pour fonction de permettre les communications entre la ville et les autres régions du pays ni entre les couronnes extérieures et le centre de la ville mais qu'elles devaient aussi « *dissimuler aux yeux des riches messieurs et dames à l'estomac robuste et aux nerfs débiles, la misère et la saleté, compléments de leur richesse et de leur luxe* » (Engels, 1975). Un lien peut être fait avec la relégation d'aujourd'hui et la gestion des espaces de pauvreté et de leurs habitants en France. La gestion urbaine de proximité a été définie officiellement par une note de cadrage de 1999 comme l'ensemble des actes qui contribuent au bon fonctionnement d'un quartier. Elle suppose une réorganisation des prestations de services et une amélioration du niveau d'équipements dans des domaines variés : logement et son environnement, stationnement, déplacements, desserte et accessibilité, sécurité, accompagnement social, équipements collectifs pour la vie sociale, services publics et privés. Le décalage observé à Rennes entre les difficultés perçues par les habitants (stationnements, poubelles) et les enjeux retenus comme les plus importants à l'issue du diagnostic préalable réalisé en 2002 (rassemblements de jeunes en bas des immeubles) (Bridel, 2002) montre clairement la volonté d'intervenir sur les comportements au quotidien afin d'imposer une sociabilité normée, sans rien dire des difficultés en matière de ségrégation et d'intégration. Les réponses officielles face à la prostitution, qui visent moins son abolition que la volonté de l'exclure du regard de tous, surtout quand elle est le fait de femmes étrangères, sont un autre aspect de ces logiques d'occultation.

Face à des dispositifs comme la gestion urbaine de proximité qui sont conduits au nom de la réponse aux besoins des populations et qui répondent certes à la mise en œuvre des réglementations européennes en matière de collecte sélective des déchets ménagers mais aussi à des objectifs de régulation et de maintien de l'ordre, les propos de Nicolas Sarkozy ont eu le mérite d'être explicites et

---

<sup>9</sup> Site web de Act Up-Paris <http://www.actupparis.org/article1926.html> consulté le 13 juillet 2005

totale­ment dénués d'euphémisation. Les mots pour le dire méritent attention tant ils sont violents. Pour Denis Sieffert, le vocabulaire du nettoyage et de l'épuration est typique de la répression coloniale : « En se promettant de « nettoyer » une cité de la Courneuve, il reprend les mots des paras français pendant la bataille d'Alger en 1957. Et, dans sa bouche, le « *karcher* » remplace le lance-flammes. Aujourd'hui comme jadis, la cible est dépouillée de sa qualité humaine. Or, quelles que soient les situations, c'est bien là le problème. Car les petits caïds des cités qui s'affrontent en bandes, terrorisent les habitants, et tuent un gamin qui passait au milieu de leurs querelles sont des humains. Ils appartiennent hélas pleinement à notre société »<sup>11</sup>.

La priorité donnée à la répression plutôt qu'à la prévention ne va pas dans le sens de l'apaisement durable des rapports sociaux dans les espaces de pauvreté. Les enjeux du nettoyage, qu'il concerne les trafiquants, les prostituées, les graffitis, les déjections et détrit­us divers, sont donc aussi ailleurs que dans les rapports humains et la morale. Pour Marylin Adler Papayanis, une interprétation des dispositifs de contrôle des activités commerciales pornographiques sous le seul angle de la censure serait une erreur dans la mesure où elle ne permettrait pas de prendre la mesure des enjeux économiques : l'interaction entre l'évolution des techniques et le contrôle des activités pornographiques a débouché sur une structuration des activités marchandes entre les boutiques de cassettes vidéos bon marché, concernées par la mesure de dispersion et de discrétion, et des clubs réservés payants socialement sélectifs dans les quartiers d'affaires, c'est-à-dire une différenciation des formes d'accès à la pornographie selon les positions sociales et les types d'espaces urbains (Papayanis, 350-351).

Si les propos du ministre de l'Intérieur portaient sur le traitement des grands ensembles, les thèmes que nous avons présentés ont tous débouché sur des références à un grand nettoyage urbain destinées à rendre les villes attractives, séduisantes. Cet urbanisme du grand nettoyage destiné à rendre les villes propices à la déambulation et la consommation est aussi celui de la patrimonialisation et de l'éradication des traces du passé industriel et populaire. Progressivement, les urbanistes ont œuvré à faire disparaître les verrues urbaines (encore une saleté !) et à promouvoir une nouvelle esthétique. Cette nouvelle écriture urbaine qui suppose le déplacement de tous ceux qui sont indésirables, soit par leurs comportements, soit par leur simple présence, et qui exclut le populaire, présent ou passé, a été dénoncée par les chercheurs en sciences sociales mais aussi par des groupes contestataires dans un esprit de contre culture rebelle. C'est ainsi que le document signé « Les animaux des villes en colère » distribué lors des États généraux de la recherche à Grenoble en décembre 2003 dénonce l'émergence d'une vie en kit dans une ville aménagée pour le tourisme d'affaire : « *C'est le moment du grand ménage : pour séduire les ingénieurs, les techniciens supérieurs et les investisseurs du monde entier, il faut que la ville soit radieuse – irradiée. Europole, Grand Stade d'ag­glo, téléphérique pour Chamrousse, Maison de la Culture : le temps des pharaons est revenus. Et surtout, mettez-moi tous les*

---

<sup>10</sup> Site web du mouvement <http://adsav.free.fr/posiitions.html> consulté le 9 septembre 2005

*déchets, industriels et humains, bien loin sous le tapis : les riches au centre, les pauvres au sud, les gitans, les sdf, les squatters, et les femmes voilées – ailleurs* » (figure 2).

Le cas de Grenoble est à replacer dans un cadre plus général et global, celui de l'urbanisme néolibéral dénoncé par Neil Smith dès 1996 à travers les notions de *New Urban Frontier* et de ville revancharde (*revanchist city*) (Smith, 1996). Cette expression a été proposée pour caractériser la manière de penser la ville apparue à la fin des années 1980. La fin brutale d'un contexte faste pour la gentrification a favorisé l'accumulation de ressentiment et de rage, associée à la frustration de classes moyennes et des agents immobiliers. Ces sentiments ont poussé à focaliser l'attention sur tout ce qui porte atteinte à l'image de la ville et remet en cause les places acquises dans la société et les espaces.

Dans le prolongement des travaux de Cresswell et de Sibley, Marilyn Adler Papayanis postule que les mesures adoptées pour réguler la pornographie sont à analyser en référence à ce contexte de ville revancharde (Papayanis, 2000.342). L'expulsion des prostituées et le déplacement des commerces pornographiques à des distances respectables des écoles, églises, espaces résidentiels apparaissent comme une protection des espaces des classes moyennes et supérieures et comme un préalable à la relance de la spéculation immobilière qui sous-tend la gentrification. Cette protection dessine donc une frontière sociale avec ceux qui n'appartiennent pas à cette ville de la revanche et n'en partagent pas les valeurs (Papayanis, 2000.348). La notion de ville revancharde a été largement adoptée par les chercheurs en raison de sa portée heuristique pour expliquer les impacts urbanistiques du néolibéralisme (la production d'espaces de consommation pour des populations aisées dans lesquelles les populations marginales sont '*out of place*').

Phil Hubbard (2004.669) considère quant à lui que les travaux sur la ville revancharde négligent la dimension de genre alors que le néolibéralisme est intrinsèquement masculin et que Neil Smith n'omettait pas le fait que la montée des femmes comme acteurs importants dans la ville ait pu être l'un des facteurs de l'essor des stratégies de défense des positions acquises (Smith, 1996.211). L'urbanisme néolibéral serait un urbanisme de l'exclusion et de la défense du modèle patriarcal. Phil Hubbard défend l'idée que les politiques « *designed to remove street-level sex work are no mere side-effect of the reassertion of capital, but are fundamental in the re-centring of masculinity and the forging of new patriarchal arrangements in Western post-industrial societies* » (Hubbard, 2004.678). Il constate que les mesures de tolérance zéro visent toujours les prostituées femmes et que ces mesures ne s'appuient jamais sur des attaques contre les gays, sans doute parce que ces derniers participent de l'entrepreneuriat dans la ville néo-libérale et contribuent donc à la production d'espaces pour la flânerie dans lesquels les hommes peuvent regarder, et les femmes être passivement regardées (idem, 680) ... ou regarder les vitrines.

---

<sup>11</sup> Éditorial de Denis Sieffert, *Politix*, 30 juin 2005.

## Conclusion

L'objectif du texte était de proposer une grille d'analyse sur les liens entre l'habiter populaire et le sale. Pour cela, l'argumentation a été construite autour des trois mots saleté, salissure, souillure. La saleté a été un attribut des milieux populaires jusqu'à ce que l'hygiénisme et l'urbanisme fonctionnaliste n'imposent la propreté. La saleté et les odeurs corporelles étant supposées ne plus être subies, elles sont devenues des indicateurs et stigmates de misère ou de refus de se conformer aux normes des sociétés du propre. Dès lors, quand des circonstances exceptionnelles les imposent, elles sont difficiles à vivre parce qu'elles sont vécues comme salissure et souillure et qu'elles renvoient à la personne l'image de sa condition, de sa précarité, quelles que soient ses efforts pour faire bonne figure. La salissure est la présence de saleté sur quelque chose qui a été propre. Parce qu'elle matérialise la transgression, elle peut être analysée dans ses relations au populaire sur la base du '*out of place*' proposée par Tim Cresswell. Encore plus que pour saleté, la salissure met en évidence la relativité des catégories. Le travail de la terre n'a aucune valeur négative quand il est exercé par loisir, pour faire offrande de son jardin de devant à ses voisins, tolérant même, alors, l'empiètement sur l'espace public. A l'inverse, la thématique des graffitis illustre clairement comment des liens peuvent être aisément établis entre le registre de la saleté avec celui de la maladie. Lèpre ou maladie honteuse pour la ville, ils relèveraient presque de la souillure. Nous avons toutefois fait le choix de réserver ce terme aux salissures perçues par la simple présence des corps et aux traces de sa présence. Quand les postures et les couleurs de peau dérangent, il n'y a plus place pour l'hospitalité et la prévention. Les législations répressives, l'éradication, le nettoyage au karcher semblent devoir s'imposer. Derrière les usages permis, tolérés ou interdits, se jouent des enjeux d'exclusion, de domination, de différenciation, des rapports sociaux.

Pour qui la ville et comment l'habiter ? Pour qu'elle soit vivable pour tous ? En fait, de la saleté à la souillure, une relecture rapide peut être faite sous l'angle des enjeux économiques. L'hygiénisme a eu pour objectif la fidélisation au travail d'une main-d'œuvre saine de corps et d'esprit. Lèpre en tant qu'atteinte à la propriété, les graffitis peuvent aussi être langage populaire ou œuvre d'art. La présence de prostituées étrangères peut être liée à la demande et au désir mais, dès lors qu'elle est posée comme signe de déclin d'un quartier dans un cycle urbain ou qu'elle fait craindre le déclassement de ce quartier, des plaideurs exigeront son déplacement. Dans des contextes de réduction des budgets sociaux et de remise en cause du *welfare state*, les mesures de rétablissement de l'ordre (*in place*) montrent alors que les politiques dans la ville – ou de la ville – relèvent moins de la guerre contre la pauvreté que de la lutte contre les effets visibles de la pauvreté et du creusement des inégalités. La ville néolibérale est une ville revancharde qui normalise la place des uns et des autres, et encore plus la place des unes et des autres puisqu'elle serait aussi une ville qui remet les femmes à leur place.

## Références

- Blomley Nicholas, Flowers in the bathtub : boundary crossings at the public-private divide, *Geoforum*, vol. 36 (2005), p. 281-296.
- Bridel Céline, *Vers l'élaboration des chartes de Gestion urbaine de proximité à l'échelle des quartiers : la démarche de diagnostic. Le cas rennais*, mémoire de DESS « Aménagement et collectivités locales », Université Rennes 2, décembre 2002.
- Cieraad Irène, Rituels domestiques au XXe siècle aux Pays-Bas, in Collignon Béatrice & Staszak Jean-François, *Espaces domestiques. Construire, habiter, représenter*, Bréal éditions, 2003, p. 184-196.
- Collignon Béatrice & Staszak Jean-François, Entrées dans l'espace domestique, in Collignon Béatrice & Staszak Jean-François, *Espaces domestiques. Construire, habiter, représenter*, Bréal éditions, 2003, p. 3-9.
- Cresswell Tim, The crucial 'where' of graffiti : a geographical analysis of reactions to graffiti in New York, *Environment and Planning D: Society and Space*, 1992, volume 10, p. 329-344.
- Cresswell Tim, 1996. *In Place/out of Place. Geography : Ideology and Transgression*, University of Minnesota Press, Minneapolis.
- Cybriswsky R., Ley David, 1974, Urban graffiti as territorial markers, *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 64, p. 491-505.
- Duarte Paulette, Les représentations de la dévalorisation urbaine chez les professionnels de la politique de la ville, *Les Annales de la Recherche urbaine*, n° 88, 2000, p. 30-38.
- Engels Friedrich, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Éditions sociales, 1975.
- Hoggart Richard, *La culture du peuple. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Les Éditions de Minuit, Paris 1970. Traduction (Françoise et Jean-Claude Garcias) de *The Uses of Literacy*, Chatto and Windus, 1957.
- Hubbard Phil, Revenge and Injustice in the Neoliberal City : Uncovering Masculinist Agendas, *Antipode*, 2004, p. 665-686.
- Hubbard Phil & Sanders Tella, Making Space for Sexe Work: Female Street Prostitution and the Production of Urban Space, *International Journal of Urban and Regional Research*, volume 27.1, mars 2003, p. 75-89.
- Knox Paul, *Urban Social Geography, an introduction*, Second Edition, Longman Scientific and Technical, 1987 (first published 1982).
- Lévy-Vroélant Claire, 1999, Le diagnostic d'insalubrité et ses conséquences sur la ville. Paris 1884-1960, *Population*, INED, n° 4-5, juillet 1999, p. 707-744.
- Lussault Michel, L'instrument sanitaire. Rôles et valeurs de la santé publique dans les politiques territoriales à Tours, in Fassin Didier (dir.), *Les figures urbaines de la santé publique*.

*Enquête sur des expériences locales*, Éditions La Découverte, collection Recherches, 1998, p. 174-202.

- Milon Alain, Tag, graff, rap : autres formes de communication urbaine, *Urbanisme*, n° 299, mars – avril 1998, p. 43-49.

- Ozaki Ritsuko, Le péril de l'impur, in Collignon Béatrice & Staszak Jean-François, *Espaces domestiques. Construire, habiter, représenter*, Bréal éditions, 2003, p. 197-207.

- Papayanis Marylin Adler, Sex and the revanchist city: zoning out pornography in New York, *Environment and Planning D : Society and Space*, volume 18, 2000, p. 341-353.

- Saarikangas Kirsi, La réorganisation de l'espace domestique en Finlande des années 1930 aux années 1950, in Collignon Béatrice & Staszak Jean-François, *Espaces domestiques. Construire, habiter, représenter*, Bréal éditions, 2003, p. 90-107.

- Sibley David, *Geographies of exclusion*, Routledge, 1995.

- Smith Neil, 1996, *The New Urban Frontier : Gentrification and the Revanchist City*, Routledge, Londres.